



DE LA PROTECTION TEMPORAIRE AU RÈGLEMENT « FILTRAGE »

27 NOVEMBRE 2025

Christine FLAMAND





Structure

1. Un exemple d'accueil de personne en besoin de protection au sein de l'UE: La protection temporaire
2. Les perspectives dans la cadre du Règlement filtrage



1. LA PROTECTION TEMPORAIRE

- Directive 2001/55 relative à la mise en œuvre de la PT en cas **d'afflux massif** de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil,
 - contexte d'après guerre en ex-Yougoslavie
- = protection temporaire et immédiate, qui constitue une manifestation du principe de **solidarité et de partage équitables** des responsabilités entre États membres dans la mise en œuvre de la politique de l'asile



1. LA PROTECTION TEMPORAIRE

- Pas de mise en œuvre pendant 21 ans
 - Pas de définition de l'afflux massif
 - Déclenchement du mécanisme de protection nécessite une majorité qualifiée
- En 2015, demande au Conseil de la Grèce et l'Italie de mise en œuvre de la PT
 - mécanisme de « relocalisation » (minimaliste)
 - Quotas de demandeurs d'asile répartis dans certains pays de l'UE
 - Refus de certains pays de l'UE de participer à cet effort

1. La protection temporaire

- Mise en œuvre à l'**unanimité** des pays membres de l'UE par la décision d'exécution (UE) 2022/382 du Conseil, du 4 mars 2022
- Initialement prévue jusqu'au 4 mars 2023, puis renouvelée chaque année
- Actuellement prolongée jusqu'en mars 2027 par la décision d'exécution [2025/1460 du 15 juillet 2025](#)
- Art. 57/29 à 57/36 de la loi du 15 décembre 1980



1. La protection temporaire

- Forme de protection internationale **complémentaire** à la protection 'individuelle' octroyée par la directive « qualification »: le statut de réfugié, ou le statut de protection subsidiaire.
- **Une protection de groupe**, octroyée en cas d'afflux massif de personnes: accordée à l'ensemble des personnes déplacées appartenant au groupe désigné
- Possibilité d'introduire une demande de protection internationale à tout moment mais **suspension** de l'examen celle-ci tant que la personne bénéficie de la PT (art. 51/9 L. 15.12.80)
- Idée de ne pas 'surcharger' les instances d'asile



1. La protection temporaire

- CJUE, 20 novembre 2025, affaire [Framholm \(C-195/25\)](#)
- AA, épouse et enfants, bénéficiaires de la PT, introduisent une DPI : rejet de la demande de statut de réfugié et irrecevabilité de la PS parce qu'ils bénéficient déjà de la protection temporaire
- Le bénéfice de la PT n'empêche pas d'introduire une demande de PI, donc il s'agit de deux protections complémentaires et distinctes
- Articulation des directives au sein de la REAC: La directive PT (2001) fait partie du REAC au même titre que la directive qualification et la directive procédure, même si elle est antérieure
- 2006: directive qualification ajoute une nouvelle forme de protection, la Protection subsidiaire. Toute DA correspond à une demande de statut de réfugié et de protection subsidiaire



1. LA PROTECTION TEMPORAIRE

Quelques chiffres

- 4,3 millions de personnes déplacées en provenance d'Ukraine bénéficient actuellement de la protection temporaire dans l'UE
- 98 690 attestations de protection temporaire ont été délivrées par l'Office des étrangers en Belgique depuis le 10 mars 2022,
 - Dont 1 433 Mena
- Environ 70 demandes/jour actuellement

1. La protection temporaire

- Qui a droit? (art. 2 Directive)
 - Toute personne de nationalité ukrainienne
 - Les membres de la famille, y compris si de nationalité étrangère (ex. Russe): famille nucléaire et d'autres parents **proches** du bénéficiaire, qui vivaient au sein de l'unité familiale au moment des événements (pris en charge)
 - Toute personne ayant un séjour permanent en Ukraine comme réfugié ou apatride
- Nécessité de déposer des preuves d'identité et de liens familiaux/prise en charge financière

1. La protection temporaire

- Qui n'a pas droit à la PT?
 - Personnes de nationalité Ukrainienne se trouvant déjà dans l'UE ou en Belgique avant février 2022
 - Les étrangers qui ont un séjour régulier en Ukraine et qui ne démontrent pas qu'ils ne sont pas en mesure de rentrer dans leur pays ou région d'origine dans des conditions sûres et durables. ex. les étudiants étrangers

1. La protection temporaire

- Possibilité de les inclure via une clause spécifique (art. 7 DPT).
- L'Etat qui a octroyé cette possibilité peut retirer cette clause à tout moment : CJUE, [Kaduna c. Pays Bas](#) (C-244/24), 19 décembre 2024:
 - Un EM peut retirer le bénéfice de la protection temporaire qu'il a accordée à une catégories de personnes à une date précédant celle à laquelle la protection temporaire décidée par le Conseil cesse



1. La protection temporaire

- Atouts de cette protection?
 - Choix du pays dans lequel la demande est introduite; pas d'application de l'art. 11 de la Directive PT (voir décision d'exécution, cons. 15)
 - Confirmé par la CJUE, [arrêt Krasiliva, C-753/23](#), 27.02.25
 - Temporalité courte de la procédure: octroi du séjour dès que les conditions sont remplies
 - Nombreux droits sociaux accordés dès l'octroi de la protection subsidiaire



1. La protection temporaire

L'enregistrement donne

- Droit à un séjour d'un an (carte A)
- Droit au travail
- Droit à la mutuelle
- Scolarisation des enfants
- Hébergement pris en charge par les CPAS
- Droit au regroupement familial, sans conditions financières, si la famille était déjà constituée avant 2022 (art. 57/34 LE)



1. La protection temporaire

- Quelle perspective de séjour après mars 2027 (5 ans)?
- 



1. La protection temporaire

Le Pacte européen ne modifie pas la directive 2001/55

- La directive reste en vigueur, inchangée
- Complétée par le Règlement 2024/1359 sur les situations de crise et les cas de force majeure dans le domaine de la migration et de l'asile: établit des règles qui complètent celles énoncées dans la directive 2001/55/CE du Conseil,
- Règlement crise offre **un autre outil** si l'activation de la protection temporaire est jugée politiquement impossible ou trop lente (procédure simplifiée et flexible, mécanisme de solidarité obligatoire).



2. Le règlement Filtrage

Le Pacte européen introduit un nouveau Règlement,

- Règlement filtrage 2024/1356 établissant le filtrage des ressortissants de pays tiers aux frontières extérieures
- Objectif de renforcer les frontières extérieures des EM et de renvoyer les personnes vers les procédures appropriées
- Introduit une nouvelle étape obligatoire de 'screening' de certaines catégories de personnes et les diriger vers les procédures appropriées
- Mise en œuvre effective en **juin 2026** des Règlements: les Etats doivent mettre en œuvre via des législations adaptées



2. Le règlement Filtrage

1. Champ d'application personnel

- à toute personne, **y compris les Mena**/les familles: obligation de coopérer
 - Lors de **l'entrée** irrégulière sur le territoire/après débarquement en cas de sauvetage en mer/franchissement de la frontière sans documents d'entrée
 - Lors d'une **protection internationale** à la frontière
 - Ou étant entrés irrégulièrement **sur le territoire**, sont trouvés sur le territoire sans prouver qu'ils ont déjà été soumis à des contrôles aux frontières extérieures



2. Le règlement Filtrage

2. Que couvre la procédure de filtrage?

- Identification ou vérification de l'identité (art. 14)
- Enregistrement des données biométriques (art. 15, 22 et 23)
- Un contrôle de sécurité (art. 15 et 16), en croisant les différentes banques de données (6) 'permettant d'identifier les États membres détenant des informations relatives aux condamnations concernant des ressortissants de pays tiers et des apatrides'
- Un contrôle sanitaire (art. 12); Un bilan de santé doit être réalisé par du personnel médical qualifié.

2. Le règlement Filtrage

2. Que couvre la procédure de filtrage?

- Contrôle préliminaire de vulnérabilité (art. 12) :
 - les apatrides (art. 12,3), les personnes vulnérables ; les victimes de torture ou de mauvais traitements ; les personnes ayant des besoins particuliers (art. 9(2) et (3)).
 - Si indications de vulnérabilité ou de besoins particuliers en matière d'accueil ou de procédure, la personne doit bénéficier d'un soutien rapide et adéquat dans des installations appropriées.
 - Par du personnel spécialisé au sein des autorités de filtrage et 'le cas échéant' par du personnel médical spécialisé ou possibilités d'une assistance par des ONG (art. 8)

Le règlement Filtrage

3. Lieu?

- Fiction de non-entrée sur le territoire pour les personnes interceptées en séjour irrégulier ou aux frontières et qui ne disposent pas de documents d'entrée (art. 6)
- Les États membres doivent veiller à ce que les personnes soumises au contrôle « restent à la disposition » de l'autorité dans les lieux où s'effectue le contrôle selon la loi nationale
- Prévenir tout risque de fuite (menace pour la sécurité)
- Lieu évitant aux personnes de se soustraire à la procédure: détention? Pas encore déterminé (à l'image des hotspots?) quels centres?

Le règlement Filtrage

3. Lieu?

- Considérant 11: Lorsque cela s'avère nécessaire et sur la base d'une appréciation au cas par cas, les États membres peuvent placer une personne soumise au filtrage en rétention, **si d'autres mesures moins coercitives ne peuvent être efficacement appliquées**. La rétention ne devrait être appliquée qu'en **dernier recours**, conformément aux principes de nécessité et de proportionnalité, et devrait être susceptible d'un recours **effectif**, conformément au droit national, au droit de l'Union et au droit international



2. Le règlement Filtrage

4. Délai ?

- Dans les 7 jours
- Dans les 3 jours si la personne est contrôlée alors qu'elle se trouve en situation irrégulière sur le territoire
- le filtrage prend fin à l'expiration du délai

2. Le règlement Filtrage

5. Autorité de filtrage?

- En Belgique: l'Office des étrangers, la police nationale?
- + **Frontex** viendra en appui des activités de filtrage (ports, aéroports) sous l'autorité de la police nationale; contingent de (100 au max.)
 - participation au contrôle frontalier, soutien au filtrage (entrée), soutien à la mise en œuvre de la procédure frontière, appui aux retours forcés.
- loi du 16 mai 2024 relative aux compétences des membres du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire national
- Arrêté royal du 15 mai 2025 portant exécution de l'article 4§ 3 de la loi du 16 mai 2024 (opérations de retour)

2. Le règlement Filtrage

6. Formulaire de filtrage à compléter (art. 17) et référence à la procédure **appropriée**:

- Une procédure d'asile normale précédée de la délivrance d'une autorisation d'entrée sur le territoire des États membres et application de la directive accueil
- Une procédure d'asile accélérée à la frontière (Règlement 2024/1348), + procédure de retour à la frontière pour les personnes déboutées (max. 12 semaines) (Règlement 2024/1349):
- Si pas de demande d'asile, refus d'entrée et procédure de retour (Directive 2008/115) avec possibilité de détention
- Une procédure de relocalisation vers un autre État membre.

2. Le règlement Filtrage

7. Garanties mis en place par le règlement

- Art. 13: Prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant pendant la procédure de filtrage
- Il est pourvu à sa représentation dans ce cadre (réf. à la direct. Accueil)
- Art. 12: Dans le cadre de la détection de vulnérabilités de mineurs, un soutien est apporté d'une manière adaptée aux enfants et à leur âge par du personnel formé et qualifié pour s'occuper de mineurs, et en coopération avec les autorités nationales de protection de l'enfance.



2. Le règlement Filtrage

7. Garanties mis en place par le règlement

- L'organisme de contrôle s'acquitte de ses tâches sur la base de contrôles sur place et de contrôles aléatoires et inopinés.
 - accès à tous les lieux pertinents, y compris aux centres d'accueil et de rétention, aux personnes et aux documents,
 - Adresse des recommandations annuelles



2. Le règlement Filtrage

7. Garanties mis en place par le règlement

- Art. 8: Les États membres veillent à ce que toutes les personnes soumises au filtrage bénéficient d'un niveau de vie qui garantisse leur subsistance, protège leur santé physique et mentale et respecte leurs droits au titre de la Charte.



2. Le règlement Filtrage

7. Garanties mis en place par le règlement

► Art. 11 : information des personnes

- informations sur la finalité, la durée et les éléments du filtrage, ainsi que de la façon dont il est effectué et de ses résultats possibles
- droit de demander une protection internationale
- des droits et obligations des ressortissants de pays tiers lors du filtrage; coopération requise
- droits conférés aux personnes concernées par le droit de l'Union applicable en matière de protection des données

2. Le règlement Filtrage

7. Garanties mis en place par le règlement

■ Art. 11: Information (suite)

- Les informations communiquées lors du filtrage sont données dans une **langue** que le ressortissant de pays tiers **comprend** ou dont on peut **raisonnablement supposer qu'il la comprend**.
- fournies par écrit, sur papier ou sous forme électronique, et, oralement si nécessaire, en recourant à des services **d'interprétation**.
- Dans le cas de mineurs, les informations sont fournies d'une manière adaptée aux enfants et à leur âge et avec la participation du représentant

2. Le règlement Filtrage

8. Questions?

- Conformité avec l'art. 18 ChDFUE?
 - Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés
- Pas de recours prévu contre le résultat de la procédure filtrage: respect de l'art. 47 de la Charte?
- Contrôle indépendant distinct et annuel suffisant?
- Quid de de l'aide juridique?
- Risque de procédure expéditive ou ne respectant pas les droits fondamentaux, tel que le non-refoulement



Le règlement Filtrage

8. Questions?

- doutes quant à la manière dont le mécanisme de filtrage sera mise en œuvre sur le terrain, en particulier pour les MENA et les familles en situation de vulnérabilité + respect du principe de l'ISE
- Questions à la CJUE sur l'interprétation de ce mécanisme et sa compatibilité avec le droit de l'Union
- Craintes que l'application de la procédure de filtrage conduise à un recours généralisé à la détention de facto.
- Quelles conditions de détention pour les personnes concernées?



Le règlement Filtrage

Autre règlements

Règlement UE 2024/1349 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure de retour à la frontière (complète la Directive Retour 2008/115)

Règlement UE 2024/ 1351 relatif à la gestion de l'asile et de la migration (anciennement Règlement Dublin)

Règlement sur les procédures d'asile (2024/1348), dont la procédure à la frontière (art. 43 et s.)

Directive sur l'accueil des demandeurs d'asile (2024/1346)

règlement sur les situations de crise et les cas de force majeure (2024/1359)



Merci de votre écoute

